

À la veille de la Conférence de Gênes

Christian Rakovsky

Membre de la délégation soviétique à la conférence de Gênes (10 avril – 20 mai 1922), où il représentait l'Ukraine soviétique, Rakovsky a prononcé ce discours avant son départ, probablement au mois de mars ou au début du mois d'avril 1922. Ce discours a ensuite été publié sous forme de brochure par la Maison d'édition d'État (Gosizdat) de la RSFSR à un tirage de 15 000 exemplaires. Des extraits ont été publiés en anglais dans : Eudin, Xenia Joukoff, and Harold Henry Fisher, (eds.) Soviet Russia and the West, 1920-1927 : A Documentary Survey. Stanford University Press, 1957, pp. 128-131. La version russe intégrale est disponible sur le site Iskra Research. Traduction et notes pour MIA.

Quel est le but de la Conférence de Gênes ?¹

Pourquoi la Conférence de Gênes est-elle convoquée, quel est son objectif et quels résultats pouvons-nous en attendre ? Un paragraphe de son ordre du jour appelle à « l'établissement de la paix internationale sur une base solide ». Le même paragraphe, cependant, indique que « les traités existants devraient être laissés inchangés », ce qui nous laisse sceptiques quant à la sagacité et aux intentions des diplomates européens d'établir réellement la paix internationale « sur des bases solides ». La paix sur une base solide peut-elle être légitimement fondée sur les traités qui ont suivi la dernière guerre impérialiste, sur des traités rédigés lorsque les vainqueurs, sans opposition des vaincus, étaient en mesure de dicter ce qu'ils voulaient ? Lors de la conférence internationale où ces traités ont été élaborés, les vaincus n'avaient même pas le droit de vote !

Un certain nombre de problèmes, tous liés à la « reconstruction économique mondiale », ont été définis pour être discutés lors de la conférence de Gênes. Rien n'intéresse plus intensément les masses dans notre république ouvrière et paysanne que la reconstruction économique, tant dans notre propre pays que dans le monde en général, et rien ne sera plus consciencieusement examiné. Mais, nous pouvons nous demander s'il est possible d'espérer une reprise économique durable tant que nous vivons dans des conditions de production capitaliste à l'échelle mondiale, avec les contradictions de la lutte des classes, de l'exploitation, des conflits et de l'impérialisme qu'elles entraînent.

1 Du 6 au 13 janvier 1922 à Cannes, le Conseil suprême de l'Entente tint une séance qui décida de convoquer à Gênes une « conférence international économique et financière ». Tous les pays européens, dont pour la première fois, la Russie soviétique et les États vaincus lors de la Première guerre mondiale, y étaient invités. Le Conseil Suprême de l'Entente adopta 6 conditions nécessaires « au succès » de la conférence : 1) non-immixtion des États dans les affaires intérieures d'autres nations ; 2) garantie aux étrangers, faisant un prêt à un État, de l'inviolabilité de leurs biens, droits et profits ; 3) reconnaissance par les gouvernements des pays, voulant obtenir un crédit, de toutes les anciennes dettes, restitution ou compensation de tous les biens ayant appartenu à des étrangers ainsi que le rétablissement par eux du système de lois garantissant la conclusion de transactions commerciales ou autres ; 4) établissement de conditions financières et pécuniaires garantissant le commerce ; 5) abstention d'une propagande hostile dirigée contre d'autres pays ; 6) abstention de toute action dirigée contre ses voisins. Le 7 janvier 1922, l'Italie, au nom du Conseil Suprême de l'Entente, remit au gouvernement soviétique une invitation à prendre part à la Conférence de Gênes. Le gouvernement soviétique y donna son consentement dans sa déclaration du 8 janvier 1922.

Non, bien sûr que non. Dans de telles conditions, nous ne pouvons parler que d'un palliatif, d'un règlement provisoire du problème.

Ici aussi, nous devons nous demander si les délégués à la conférence de Gênes discuteront réellement de la reconstruction économique mondiale de manière sérieuse. N'y a-t-il pas un agenda caché derrière ce slogan séduisant ?

Il ne faut pas oublier un seul instant que le programme de la conférence est élaboré par des diplomates. Et ce que sont ces diplomates, on le sait depuis bien longtemps. Dès la fin du XVIII^e siècle, on pouvait lire dans la célèbre *Circulaire de Séville*, parmi d'autres qualités attribuées aux diplomates : « *Un diplomate est doté d'une bonne langue pour mieux cacher ses pensées* ».

Le slogan de la conférence de Gênes – « restauration de l'économie mondiale » – est-il vraiment l'expression sincère et authentique de l'intention des gouvernements qui s'y rendent, ou faut-il y voir autre chose ?

Quand on nous parle de paix, de reconstruction économique, quand les diplomates en parlent, nous devrions toujours revenir au passé, tenir compte de l'expérience, peser leurs paroles et leurs actes. Prenons un exemple dans un passé récent, et pour éviter toute accusation de partialité, faisons référence au livre *Le calvaire d'un diplomate*, écrit par Nabokov², un ancien diplomate tsariste, qui est resté en poste à Londres également sous le Gouvernement provisoire. Nous découvrons chez lui un passage extrêmement intéressant concernant la célèbre conférence projetée aux îles du Prince.³

Son *Calvaire d'un diplomate* expose involontairement le but réel pour lequel le gouvernement britannique, ensemble avec le gouvernement américain, avait convoqué une conférence à Prinkipo, puis a échoué dans ce but lorsque les Soviétiques ont accepté de s'y rendre. Nabokov y raconte comment l'émigration des gardes blancs russes refusa cette invitation et comment les diplomates tentèrent de les persuader d'y participer :

« *Vous devez accepter cette offre, car les bolcheviks, eux, ne l'accepteront jamais. Le monde entier, tous les milieux sociaux britanniques, y compris ceux qui sont favorables à Lénine, se rendront alors compte de l'impossibilité de faire la paix avec les bolcheviks. La Grande-Bretagne pourra alors légitimement employer la force pour détruire le bolchevisme. Si vous refusez, vous serez accusés de vouloir délibérément prolonger la guerre civile et vous devrez en payer le prix fort.* »⁴

En gardant à l'esprit l'épreuve que nous a imposée la diplomatie européenne, et en revenant à la conférence de Gênes, nous nous demandons si son ordre du jour n'exprime pas deux choses : une certaine situation objective qui pousse les gouvernements à convoquer la conférence et, d'autre part, la volonté de ces mêmes gouvernements de la tuer dans l'œuf.

La crise commerciale et industrielle en Amérique et en Angleterre

Si nous considérons les États capitalistes après la guerre, nous constatons que les capitalistes et leurs gouvernements se sont trompés dans leurs calculs. Ceux qui avaient gagné la guerre, ceux qui avaient

2 Nabokov, Constantin Dmitriévitch (1869-1922), homme politique russe, un des fondateurs du parti bourgeois Cadet. Nommé ambassadeur russe à Londres par le Gouvernement provisoire après la Révolution de Février 1917. Destitué de son poste par Trotsky après la Révolution d'Octobre. Père de l'écrivain Vladimir Nabokov. Auteur de souvenirs : *The Ordeal of a Diplomat* (Londres, 1921).

3 Îles des Princes, ou Prinkipo (Büyükkada en turc), archipel turc dans la mer de Marmara, proche du Bosphore. En janvier 1919, la Conférence de Paix de Versailles décida d'inviter tous les belligérants de la guerre civile russe à conclure un armistice et à envoyer des représentants à Prinkipo pour entamer, avec les représentants des puissances de l'Entente, des négociations en vue d'un accord de paix. Le 28 janvier, le gouvernement soviétique accepta cette proposition, ce qui ne fut pas le cas de ses opposants, enterrant ainsi cette initiative. C'est à Prinkipo que Trotsky s'installa après son expulsion d'URSS en 1929.

4 Nabokov, *The Ordeal of a Diplomat*, Duckworth and Co, Londres, 1921, page 289.

dicté sans aucun scrupule leur volonté aux diverses conférences internationales se trouvent aujourd'hui vaincus sur le terrain économique. Ils ont été battus dans leur propre pays ; défaits et frappés par une énorme crise industrielle, une aggravation inouïe des contradictions internes, une flambée inouïe du nombre des chômeurs, un état catastrophique de l'industrie, du commerce et de la situation de la classe ouvrière. On peut constater ainsi dans quelle voie sans issue le monde capitaliste et en particulier les États capitalistes se trouvent aujourd'hui.

La connaissance des données et des faits relatifs à la situation interne des différents États permet de comprendre la signification de la Conférence de Gênes. Prenons l'exemple du pays le plus riche du monde, qui a rassemblé l'or de tous les États dans ses coffres intacts : l'Amérique.

Que disent les statistiques américaines ? En juillet 1921, la Bourse du travail constate qu'il y a 5 735 000 travailleurs employés dans l'industrie de moins qu'au cours du même mois en 1920. L'écrasante majorité de ces chômeurs dans le secteur industriel sont des chômeurs bénéficiant d'une aide de la part des diverses institutions de l'État ou des organismes de chômage professionnels. Afin d'alléger la situation des chômeurs, l'État fédéral, les différents États fédérés et les municipalités ont dû émettre des emprunts pour un montant de 500 000 000 de dollars, soit un milliard de roubles-or. Si l'on ajoute à cela le fait qu'aux États-Unis une énorme grève des mineurs est actuellement en préparation, le tableau de la situation des États-Unis d'Amérique sera plus ou moins complet.

Quant à l'Angleterre, sa situation est caractérisée par le fait que le gouvernement anglais distribue chaque semaine aux chômeurs trois millions de livres sterling, soit environ trente millions de roubles or. La grande grève des mineurs de la fin de l'année 1920 est bien connue et tout le monde sait qu'un lock-out a récemment débuté en Angleterre dans le secteur de la sidérurgie. Les patrons eux-mêmes ferment des usines, licencient des travailleurs et veulent baisser les salaires pour contraindre les travailleurs à accepter des conditions de travail misérables.

En Angleterre, la crise a pris un tour si catastrophique que les documents officiels anglais déclarent que jamais, pendant tout le siècle dernier, le pays n'avait connu dans son industrie une situation aussi grave, situation qui ne peut être comparée, que de loin, à celle des années 1815 à 1822, après que les grandes guerres révolutionnaires se fussent prolongées pendant 25 ans.

Comment les larges masses du prolétariat et de la petite bourgeoisie réagissent-elles à cette situation économique intérieure difficile ? Les chiffres des votes obtenus par les partis d'opposition lors des élections des deux dernières années en sont une illustration suffisante. Il y a eu dix-neuf élections partielles en Angleterre depuis l'élection de l'actuel Parlement anglais. À l'exception de deux ou trois cas, toutes les élections ont été remportées par le parti travailliste et les libéraux indépendants, qui se sont détachés du cercle de [Lloyd George](#) et ont organisé un parti distinct en dehors de la coalition des libéraux et des conservateurs qui soutient le gouvernement anglais actuel. L'Angleterre a été particulièrement agitée par le dernier revers majeur du gouvernement, le mois dernier, dans la circonscription de Clyton, à Manchester, où le candidat travailliste a été élu à une écrasante majorité.

Il est intéressant de noter qu'en 1919, après la guerre, lorsque Lloyd George avait assuré que la défaite de l'Allemagne apporterait une période de bonheur et de prospérité pour l'Angleterre, sa candidature avait reçu plus de 4 millions voix de plus que celle du candidat travailliste. Or, lors de la dernière élection, le candidat travailliste a dépassé de plus de 2 millions voix le candidat de la coalition gouvernementale. Il y a donc eu un transfert de sept millions voix en deux ans.

La crise en France

La situation de la France doit être particulièrement mise en lumière. La France est l'un des plus farouches opposants à la Conférence de Gênes et elle sera probablement l'âme de la coalition qui se profile contre nous là-bas. Il est donc important pour nous de bien connaître la situation intérieure de ce pays.

C'est au moment même où la France est devenue le dictateur de l'Europe, où elle a obtenu une énorme expansion territoriale et un énorme prestige politique en s'entourant d'un certain nombre d'États qui sont en fait ses vassaux qu'a commencé le recul de sa puissance économique. Même les économistes bourgeois admettent qu'aujourd'hui les seuls qui peuvent se dire satisfaits en France sont les spéculateurs, c'est-à-dire ceux qui jouent à la bourse, qui vendent et achètent des titres et spéculent sur les marchandises, tandis que la classe moyenne, la bureaucratie et les employés sont prolétarisés et paupérisés. L'exemple suivant montre à quel point la classe moyenne s'appauvrit.

Prenons trois catégories de titres parmi les plus solides : les rentes d'État, les obligations des chemins de fer français et enfin les obligations des entreprises privées de gaz et des tramways desservant la municipalité parisienne. En 1913, ces titres d'État et municipaux des plus solides valaient 985 millions de francs à la Bourse de Paris. Ils en valent aujourd'hui 671 millions. Mais comme 1 franc ne vaut plus que $\frac{44}{100}$ de sa valeur d'avant-guerre – la valeur réelle de ces très bons titres est aujourd'hui de 295 millions, soit plus de trois fois moins que sa valeur antérieure. En 1913, ces titres ont rapporté un revenu de 30 millions de francs. Aujourd'hui, ils rapportent aussi nominalement 30 millions de francs, mais en réalité cette somme est de 10 millions, et leur valeur continue de chuter.

Si nous appliquons ce calcul non pas au grand, mais au petit rentier économe qui possède cinquante ou cent mille francs de titres, au paysan, au petit commerçant, à l'instituteur, au fonctionnaire – alors nous aurons une image éclairante de la ruine des larges masses petites-bourgeoises. Évidemment, ceux qui ont fait faillite sont ceux qui ont eu peur ou qui n'ont pas pu aller à la bourse pour spéculer, qui n'ont pas acheté de peur de vendre moins cher demain ; en un mot, la classe sur laquelle reposait la République française a fait faillite. Les spéculateurs, les agents de change, les faussaires en marchandises, s'en sortent et font beaucoup de bénéfices, mais les petits bourgeois indécis et industriels, qui avaient mis de côté leurs petites économies et bâtissaient leur fortune là-dessus, c'est-à-dire la grande majorité d'entre eux, se sont effondrés après la guerre. Voilà le premier résultat de cette dernière.

D'autre part, si nous prenons les chiffres de l'état civil français, nous verrons un fait très caractéristique : en 1920, il y avait 333 242 mariages et en 1921, il n'y en avait plus que 238 155. Au cours d'une l'année, il y a eu une diminution de plus de cent mille mariages. Cela signifie qu'en 1922, le taux de natalité sera proportionnellement plus faible et les Français constatent avec la plus grande inquiétude que sur 100 départements, la population de 54 d'entre eux est presque au même niveau qu'il y a un an ; elle n'a augmenté que de 13 000 personnes. Dans le sud de la France, la population a même diminué, et ce n'est que dans le nord, dans le nord-est et dans les nouvelles provinces d'Alsace et de Lorraine que l'on constate une augmentation. Globalement, la population n'a pas augmenté de plus de 70 000 personnes. Et les démographes français de constater avec une grande tristesse :

« Nous avons vaincu l'Allemagne, nous lui avons pris deux provinces, mais l'Allemagne compte 60 millions d'habitants et sa population est en constante augmentation. L'Italie, qui était un État mineur il y a quinze ou vingt ans, a une population de 500 000 habitants de plus que la France, et la France reste figée avec sa population de 39 millions d'habitants. »

Grâce à la remise en état des départements dévastés par l'occupation allemande, il y a moins de chômeurs en France. Cependant, l'Allemagne s'est engagée à donner 1.400.000.000 de francs-or en marchandises en 1922. On pourrait croire qu'il y a là de quoi s'en réjouir. Obtenir 1 400 000 000 000 de francs-or en marchandises, soit environ cinq cents millions de roubles-or, on ne peut qu'en être reconnaissant au destin !

Mais voilà qu'un industriel français se lève et dit : « Qu'allons-nous faire ! À qui allons-nous vendre nos propres marchandises si nous laissons entrer les marchandises allemandes en France ; même si c'est à titre de réparation pour reconstruire les régions dévastées. » Et par conséquent, on n'entend qu'un seul cri et qu'une seule clameur venant de toutes parts : « L'Allemagne nous bat. Nous lui avons

pris un cinquième de son territoire, nous lui avons pris toutes ses colonies, etc., mais l'Allemagne commence à prendre sa revanche sur le terrain de l'industrie. Dans moins d'une douzaine d'années, l'Allemagne nous aura entièrement conquis économiquement ».

Voilà ce que disent les Français et les Britanniques. Et les Américains d'ajouter : « Nous devons nous isoler de la concurrence allemande ».

La crise en Allemagne

Mais combien coûte cette concurrence aux Allemands, à quel prix les capitalistes et industriels allemands déversent-ils ainsi leurs marchandises dans le monde entier ? Ils le font au prix d'une terrible exploitation des travailleurs allemands.

L'Allemagne est le premier pays du monde en termes de baisse des salaires. La détresse inouïe de la classe ouvrière provoque une série de grèves en Allemagne. Telle est la cause de la dernière grève en Allemagne. Elle a commencé par les cheminots, rejoints par les travailleurs des voies navigables et des tramways, les opérateurs de téléphone et de télégraphe et même les policiers en Prusse et en Saxe.

La caractéristique de ces grèves est qu'elles sont menées contre la volonté des directions syndicales. La conjoncture générale est défavorable, mais la pauvreté en Allemagne est si aiguë que les travailleurs se mettent en grève, même au risque de perdre.

Voici un exemple salarial en Allemagne. Un conducteur de train reçoit trois mille marks ; au taux de change de l'or, cela équivaut à 60 marks allemands d'avant-guerre. Son salaire a donc été divisé par 50. Soixante marks-or équivalent à 24 roubles, et le conducteur se dit ainsi : « Je gagne trois mille marks-or, ce qui équivaut à 24 roubles-or, et je dois subvenir aux besoins de ma famille de cinq personnes tout en dépensant cet argent pour moi-même, car je voyage et je dois payer mon déjeuner sur la route ». Telle est la situation de ce pays riche, qui bat maintenant avec son industrie ceux qui l'ont vaincu sur le champ de bataille.

Il est très courant d'entendre parler de gens en Allemagne qui se déplacent sans certains vêtements et sans chaussures. La crise des vêtements pour la classe ouvrière allemande a pris une ampleur sans précédent. Il en va de même en France. Il arrive ainsi que le mari et la femme portent la même paire de chaussures. En France – dans la France victorieuse – il y a aussi une crise des vêtements ! Ce n'est pas qu'il n'y a plus de quoi s'habiller : des vêtements, il y en a ; les usines textiles fonctionnent, mais elles sont au service des riches tandis que les travailleurs ne peuvent pas les acheter à cause de leurs salaires de misère.

Le pacifisme industriel et marchand

Tel est le tableau de la ruine économique des pays capitalistes. Cette situation intérieure a créé une nouvelle psychologie chez les capitalistes eux-mêmes.

Nous avons ici un phénomène similaire à celui qui a existé après la période de 25 ans de guerres révolutionnaires qui s'est terminée par la défaite de Napoléon à Waterloo, lorsque la réaction politique s'est développée dans toute l'Europe sous l'égide de la Sainte-Alliance, et que dans les milieux commerciaux et industriels s'est développé un mouvement que l'on pourrait appeler le pacifisme industriel : les commerçants et les industriels des différents pays ont estimé qu'ils ne pouvaient pas faire face par leurs propres moyens à la crise consécutive aux guerres révolutionnaires.

Le pacifisme industriel moderne englobe, et c'est là sa particularité, non seulement les ouvriers petits-bourgeois sous la direction des partis conciliateurs (parti travailliste en Angleterre, partis socialistes en France et ailleurs) mais aussi les éléments radicaux bourgeois, et allant plus loin encore, il embrasse de larges cercles de la grande industrie et du commerce. La grande industrie, à la faveur

des circonstances, devient cosmopolite dans ses sentiments et arrive à la conclusion que la sortie de l'état de paralysie économique ne peut être trouvée que dans une solution contraignante au niveau international.

Séparément, aucun pays ne peut faire face à la crise qui détruit et ruine actuellement l'économie. C'est pourquoi, même dans les pays les plus nationalistes, comme la France, on entend dire dans la presse et au parlement que le salut se trouve uniquement dans un effort commun. Dernièrement, l'ancien président du Conseil des ministres en France, le sénateur Doumer⁵, du parti radical, qui est président de la commission des Affaires étrangères du Sénat français, a déclaré dans un discours que « *le redressement économique de l'Europe n'est possible qu'avec la solidarité de toutes les nations, y compris la Russie soviétique* ».

Un autre homme politique français, Loucheur⁶, qui fut ministre sous [Clemenceau](#) et ministre dans le dernier cabinet de [Briand](#), a également déclaré récemment dans un discours que le salut de l'Europe ne réside que dans la solidarité de toutes les nations.

En Angleterre, ce mouvement est encore plus important et plus structuré. Lorsque la presse française accuse Lloyd George d'insister sur la Conférence de Gênes pour des raisons purement électorales (la Chambre des députés en Angleterre sera bientôt dissoute et de nouvelles élections seront convoquées), une tempête de protestations et d'indignation se lève aussitôt dans la presse anglaise. « *La question de la restauration de l'économie mondiale ne concerne pas seulement les ouvriers* », répondent les journaux anglais à l'accusation selon laquelle Lloyd George flirte avec le parti travailliste, « *mais aussi la bourgeoisie et l'industrie anglaises* ».

Ce monde capitaliste qui, pendant quatre ans, nous a entourés de barbelés, organisant une intervention armée contre nous, nous isolant, ne nous donnant pas une livre de fer, pas un seul outil agricole, ce monde capitaliste qui a voulu nous étrangler et ensuite étendre son domaine sur nos ruines, ce même monde capitaliste arrive à la conviction que sans un accord avec la République fédérale soviétique, qui dispose d'un 1/6 du globe, avec des richesses incalculables, une population de 150 millions d'habitants, etc. ; il est hors de question de reconstruire l'économie mondiale.

Les journaux bourgeois sont pleins de reproches envers leurs gouvernements de ne pas avoir pensé à la Conférence de Gênes il y a quatre ans. Ainsi, le journal pragois « *Prager Press* », le journal officiel du gouvernement tchécoslovaque, dans un article intitulé « *Restauration de la Russie* » déclare sans ambages :

« *Que l'histoire condamne l'imprévoyance des gouvernements qui n'ont pas compris, il y a quatre ans, qu'il y a une dépendance entre Gênes, c'est-à-dire entre l'effort international de restauration de l'économie, et la Russie, autrement dit que Gênes est impensable sans la Russie.* »

Intéressante à cet égard est la résolution de la Chambre du Commerce de Marseille, adoptée le 3 janvier qui, sans adresser un blâme explicite (quoique implicite) envers le gouvernement, exige que la France entame des relations économiques avec la Russie. « *La France ne doit pas se laisser devancer et dépasser par d'autres et rester isolée au moment où se profile un mouvement qui doit unir toutes les forces de toutes les nations. En ce moment, le problème est de nature purement économique, le crédit, le commerce, l'industrie, les transports doivent être rétablis en Russie, le commerce doit être relancé par elle. La France doit maintenant travailler de concert avec ses alliés et y compris avec son vieil ennemi, c'est-à-dire l'Allemagne.* »

Le parti de la guerre et la conférence de Gênes

5 Doumer, Joseph Athanase, dit Paul Doumer, (1857-1932), homme d'État français. Député, puis sénateur. Gouverneur général de l'Indochine (1897-1902), plusieurs fois ministre. Président de la République en 1931, assassiné l'année suivante par un Russe blanc.

6 Loucheur, Louis, (1872-1931) industriel et homme politique français. Député et plusieurs fois ministre.

La Conférence de Gênes n'a pas été conçue dans les chancelleries diplomatiques, elle n'est pas l'expression de leur bonne volonté, de leurs bons sentiments. L'idée d'une conférence pour discuter de la reprise économique mondiale a été avancée et exigée en partie par les ouvriers (qui depuis quatre ans n'ont cessé de dire « *Bas les pattes de la Russie !* »), mais surtout par les entreprises industrielles intéressées par les marchés étrangers et par un important chiffre d'affaires.

Dès le mois de décembre, le gouvernement anglais a proposé un prêt de 25 millions de livres sterling à son industrie sidérurgique, à condition qu'elle exporte à l'étranger. Le gouvernement anglais ne commencera à réclamer le remboursement de ses prêts qu'après un délai de cinq ans.

Lorsque les diplomates commencent à parler, dans le cadre de la conférence de Gênes, de la reconstruction de l'économie, il convient de comprendre que ce n'est pas encore la preuve de la sincérité de leurs intentions. En effet, qui appelle et qui organisera la conférence ? Les hommes qui sont aujourd'hui à la tête des États peuvent-ils être les porte-paroles d'un courant industriel et pacifiste qui a gagné y compris de larges secteurs des masses bourgeoises ?

Nous ne devons pas oublier que nous sommes en fait, même aujourd'hui, dans une période de guerre, qu'il est encore question d'appliquer, par la violence, tel ou tel traité, que ce sont les instigateurs de la guerre impérialiste, les auteurs de traités rapaces, qui sont au pouvoir ; des hommes qui, par tout leur passé, leur esprit, leurs conceptions, leur carrière politique sont liés à la période précédente de la guerre impérialiste, qui sont liés au déclenchement de la guerre elle-même et à des forces politiques toujours intéressées à poursuivre les méthodes de guerre impérialiste.

Ce parti de la guerre existe encore dans tous les pays ; en France, en Angleterre, chez nos voisins du sud-ouest, etc. C'est un parti qui pense que la guerre n'est pas encore finie, qu'après avoir vaincu un certain nombre d'États, il faut encore obtenir les garanties que les vaincus ne se relèveront jamais et que pour cela il faut leur prendre de nouveaux territoires, les couper de la rive gauche du Rhin ou de la rive droite du Dniepr, les désarmer, leur prendre leur dernier fusil, les attacher pieds et poings liés.

Tel est le revers de la politique industrielle et de la prochaine conférence de Gênes. Qui peut oublier qu'il y a en France un président à la tête d'une république qui, seul dans le monde entier, a osé reconnaître officiellement [Wrangel](#) ? Le président de la République française, [Millerand](#), en tant que ministre-président de la France en 1920, a tendu la main aux gardes blancs de Crimée depuis la tribune du Parlement français et leur a donné de l'argent et des armes. Nous ne pouvons pas oublier qu'il y a seulement deux mois, au début du mois de janvier, le cabinet Briand a été renversé parce qu'il a été jugé trop accommodant sur la question de notre reconnaissance, Briand s'étant rangé aux côtés de Lloyd George.

En ce qui concerne Lloyd George lui-même, nous ne pouvons oublier qu'il oscille constamment entre son passé et la position où ses intérêts politiques de chef de parti le poussent aujourd'hui. Dans toute la politique anglaise, depuis deux ans, nous avons assisté à tant de rebondissements, tant de changements, à tant de concessions faites par Lloyd-George aux partis de guerre français et anglais, que nous ne pouvons faire confiance à la fermeté de sa politique.

Entre l'ordre du jour de la conférence de Gênes et les intentions de ses organisateurs, il y a donc encore une très grande distance.

Les tactiques de sabotage de la conférence et pour lancer une nouvelle intervention

La presse occidentale – la presse française, tchèque et polonaise, la presse de la Grande et de la Petite Entente – avertit d'avance de ne pas attendre grand-chose de la Conférence de Gênes.

Qu'est-ce que cela signifie en réalité ? Cela signifie que la France et ses satellites tentent de perturber la conférence. Au début, le gouvernement français a insisté pour retarder la conférence de trois mois, après quoi il a publié le fameux Mémoire français. Le consensus général est que la France ne veut pas de la conférence de Gênes ; elle a été obligée de l'accepter en partie par ses milieux commerciaux et industriels, et en partie par l'Angleterre et Lloyd George, qui, pour sa part, est lui-même aiguillonné par les travailleurs et par la forte poussée de pacifisme en Angleterre.

La presse française essaie donc d'entretenir l'idée qu'il ne faut pas attendre grand-chose de la conférence. Si une partie de ses dirigeants se sont assignés malgré eux la tâche d'y participer, si la convocation de la conférence n'est pas le résultat de leur libre arbitre mais n'est qu'un choix contraint de leur part et une concession faite aux masses, il est donc clair dans ce cas qu'au cours de cette conférence toute l'énergie de ces « représentants » sera consacrée à son sabotage afin qu'elle ne produise aucun résultat sérieux.

Nous devons donc nous attendre à ce qu'ils tentent de torpiller la conférence, mais en même temps ils chercheront un prétexte pour cela, pour se protéger des reproches de leurs propres citoyens, pour cacher leur véritable jeu et pour créer une ambiance défavorable à notre égard après la conférence.

Que disait donc Nabokov aux Britanniques à la veille de la convocation de la conférence à Prinkipo ? *« Les bolcheviks ne viendront pas, mais s'ils y viennent finalement, à la grande déception de Lloyd George, il faudra veiller alors à ce que la conférence échoue d'une telle manière qu'ils en portent la responsabilité, pour ainsi délier les mains de l'Angleterre. »*

Alors que, d'un côté, on prépare une conférence et qu'on donne des assurances sur la volonté de collaborer avec la Russie soviétique et avec l'Allemagne, d'un autre côté, on fait d'autres préparatifs, mais on les dissimule soigneusement. Cela se fait dans le calme des cabinets diplomatiques et des bureaux d'état-major. Il arrive toutefois que des informations sur ces préparatifs fassent l'objet d'articles et de reportages dans les journaux.

Au moment où la presse parisienne publiait les déclarations de certains de nos camarades destinées à montrer à la France que nous n'avions aucune intention agressive, que nous ne participions à aucun complot de guerre ni à aucune alliance militaire dirigée contre une nation ou une autre et, en particulier, contre la France, d'autres articles ont commencé à paraître dans cette même presse parisienne, tels ceux de [Savinkov](#). Une véritable campagne a commencé sur ce thème : après l'échec des généraux blancs, une nouvelle série de révolte va commencer : celle des mouvements verts, c'est-à-dire des soulèvements paysans. On parle de libre union des peuples, etc., et avec ces slogans mi-anarchistes, mi-provocateurs, c'est un énorme travail souterrain qui est réalisé.

Au même moment, une conférence des partis ukrainiens, allant de [Skoropadsky](#) et Vyshivany jusqu'à Vinnitchenko⁷, a lieu à Vienne pour préparer un front uni au moment de la conférence de Gênes et préparer un soulèvement au printemps, tandis qu'au même moment, à Paris, le gouvernement français négocie avec les mencheviks géorgiens et les ministres azerbaïdjanais.

La célèbre « *Westminster Gazette* » rapporte que, selon des informations en provenance de Paris, [Pétlioura](#) se prépare à prendre la parole à la conférence de Gênes et, à cette occasion, le journal demande au gouvernement polonais : *« Est-il vrai que Pétlioura et Tyoutyunik vivent en Pologne et est-il exact que dans les camps polonais, les prisonniers de guerre ukrainiens sont sous les ordres de Pétlioura. Le gouvernement polonais donne-t-il de l'argent en soutien au mouvement rebelle en Ukraine et en Russie » ?*

⁷ Vinnitchenko, Vladimir Kirillovitch (1880-1951), nationaliste social-démocrate ukrainien. Après la révolution de Février 1917, un des leaders de la Rada contre-révolutionnaire d'Ukraine. En 1918-1919, prit la tête du Directoire, le gouvernement bourgeois nationaliste ukrainien, contre l'hetman Skoropadsky. Évincé par Pétlioura, il rallie le pouvoir soviétique en 1920 et occupe brièvement le poste de vice-président du *Sovnarkom* de la République socialiste d'Ukraine, mais s'enfuit ensuite à l'étranger.

Ainsi, tandis que d'une main on prépare le sabotage de la conférence, de l'autre on prépare toutes sortes d'agressions et de raids. Nous devons donc y prêter la plus grande attention.

Afin de créer une atmosphère négative et de se justifier auprès de leurs masses ouvrières et de ceux qui dans leur bourgeoisie veulent établir des relations commerciales avec nous, les capitalistes ont lancé dans leur presse une campagne systématique contre la république soviétique. Ils disent que nous avons appelé bien plus d'hommes sous les armes qu'annoncé et que nous avons envoyé à l'étranger ce qui restait de notre or (y compris l'or roumain⁸), pour entretenir l'agitation et miner les armées des autres pays, et en particulier celle de la France. Ils disent que nous nous rendons à la conférence de Gênes, non pas avec des intentions commerciales, mais pour diffuser la propagande communiste. Enfin, ils disent que notre situation intérieure est telle que nous pouvons perdre notre pouvoir n'importe quand. Tel est leur travail préparatoire de mensonges à l'opinion publique, de distorsions des faits et d'inventions grossières.

En attendant, les grandes lignes de leur tactique pour la conférence sont déjà tracées : ils vont nous présenter des demandes exorbitantes et nous ne pourrions naturellement pas accepter ces exigences, parce que dans leur conception fondamentale, elles sont un défi pour les masses révolutionnaires de la république soviétique ; et parce que de telles exigences ne peuvent être imposées qu'à des esclaves et non à des citoyens – et certainement pas aux ouvriers et aux paysans de la république soviétique qui ont été sortis victorieux de quatre années de guerre civile et d'intervention internationale.

Les vieilles dettes tsaristes et nos contre-réclamations

On nous dit que nous devons payer les dettes tsaristes. Or, tout le monde sait que nous avons déjà donné notre accord de principe pour les payer, mais avec la réserve suivante : qu'ils nous paient aussi pour les quatre années de guerre civile qu'ils ont suscitées.

Qu'ils nous paient pour la guerre civile de quatre ans qu'ils ont menée contre nous, et dont nous avons les preuves les plus éclatantes. Qu'ils nous paient pour ce que la guerre civile a ravagé, ruiné, brûlé. Qu'ils nous paient pour ce que [Koltchak](#), [Dénikine](#), [Youdénitch](#), Wrangel ont détruit. Qu'ils nous paient pour ce que les agressions étrangères ont causé en Russie, en Ukraine et dans le Kouban. Qu'ils nous paient pour nos villes en ruine, nos chemins de fer délabrés. Qu'ils nous rendent nos biens nationaux spoliés, les navires enlevés, les richesses pillées des villes du Nord, du Sud et de l'Est. Qu'ils remboursent le sang et les sacrifices que nous avons dû accomplir pendant quatre ans, non par notre faute, mais parce qu'ils n'ont pas voulu laisser les ouvriers et les paysans construire paisiblement et tranquillement leur vie comme ils l'entendent !

Oui, nous pouvons leur montrer ce que leurs troupes d'intervention, leurs intrigues, leurs agents ont fait, ce que [Noulens](#) et Lockhart⁹, le général anglais Knox, le général français Janson, ont fait. Alors que la France a demandé et reçu un dédommagement de l'Allemagne pour ses départements du Nord et de l'Est avec l'obligation de payer 111 milliards de marks-or avec intérêts, nos « alliés » n'ont pas seulement ruiné une demi-douzaine de départements de la taille d'une de nos provinces : c'est notre pays tout entier qui a été ravagé. Allez en Ukraine, en Crimée, dans le Caucase, en Sibérie, dans l'Oural – partout vous verrez des traces de la guerre civile, des traces de dévastation et d'incendie. Allez dans

8 Pendant la Première guerre mondiale, la réserve d'or de la Roumanie, alors alliée à la Russie tsariste, avait été transportée à Moscou en 1916, au moment où Bucarest était menacé par une offensive allemande. Après la Révolution d'Octobre, en réaction à la répression des troupes révolutionnaires russes par des unités roumaines, puis à l'annexion de la Bessarabie, une partie de cet or fut confisqué par les Soviétiques.

9 Lockhart, Robert Bruce (1887-1970), journaliste et diplomate britannique. Vice-consul en Russie (1912-1917), puis Consul général à Moscou (janvier-septembre 1918) : Chef de la mission britannique auprès du gouvernement soviétique. D'abord favorable à une entente avec les bolcheviques contre l'Allemagne, il participe ensuite à un complot contre-révolutionnaire qui lui vaut d'être arrêté en août et expulsé en octobre en échange de Litvinov, le représentant soviétique à Londres.

nos villages, partout vous verrez des traces de destruction et de mort, conséquences d'une guerre qui nous a été imposée. À Gênes nous présenterons les comptes en leur montrant leur œuvre.

Nous ne pouvons pas permettre que les relations entre États soient basées sur la volonté d'une seule partie. Si l'on parle d'un accord, d'un compromis, il faut alors tenir compte des intérêts des deux parties. Mais les Alliés affirment pourtant à l'avance : « Nous n'allons pas payer pour Koltchak et Dénikine ». C'est du moins ce que dit la presse française et c'est ce que Lloyd George et [Poincaré](#) ont décidé lors de leur dernière réunion à Boulogne¹⁰.

Les dettes de guerre. La paix de Brest-Litovsk

Mais ils vont encore plus loin. Ils disent que nous devons leur payer les dettes de guerre, que nous devons payer pour la guerre qui a donné à la France, à l'Angleterre et à l'Italie d'énormes territoires et d'énormes richesses. Ils ont conquis la moitié de l'Europe, ils ont pris toutes les colonies allemandes, ils se sont emparés de centaines de milliers de mètres carrés en Asie Mineure, ils ont imposé des centaines de milliards de contributions, ils sont maintenant les maîtres du monde, mais ils disent tous :

« Payez-nous ce que vous nous avez emprunté pour faire la guerre à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Turquie et à la Bulgarie, c'est-à-dire payez-nous pour avoir sauvé la France, car sans l'offensive russe en Prusse, la France aurait été vaincue par l'Allemagne, comme tout le monde le reconnaît. Payez pour avoir sauvé l'Angleterre de la défaite, car sans l'armée russe luttant contre la Turquie, cette dernière aurait vaincu l'Angleterre en Arabie. Payez pour le fait que vous avez consenti le plus de pertes, le plus de blessés, le plus de sang pendant trois ans et que vous êtes sortis de cette guerre ruinés et spoliés. »

Voilà ce qu'ils nous proposent de payer. C'est ce qu'on appelle les dettes de guerre, celles que nous avons contractées pour qu'ils gagnent finalement la guerre.

Mais ce n'est pas tout. Ils vont toujours plus loin et nous déclarent : « Vous devez encore nous payer pour le fait qu'en signant la paix de Brest-Litovsk¹¹ vous avez retardé la fin de la guerre d'un an, parce que si vous n'aviez pas signé la paix avec les Allemands, nous les aurions battus plus tôt. »

À ce propos, il faut dire que si les Alliés ont gagné, ce n'est pas grâce à leurs généraux, ni grâce à leurs obus : non, ils ont gagné grâce à notre révolution ; ils ont gagné grâce au fait que notre révolution avait, comme l'a dit le Commandant en chef allemand, « *démoralisé l'armée du Kaiser* ».

Qu'a fait le gouvernement allemand face à la grève des ouvriers de janvier 1918, au moment où nous négocions à Brest-Litovsk ? Qu'ont donc fait « l'intelligent » gouvernement allemand et son « intelligent » état-major général ?

Tous les ouvriers qui travaillaient dans des entreprises publiques et privées et qui se mettaient en grève en étaient retirés et envoyés à l'armée en guise de punition. Et pour qu'ils ne se retrouvent pas ensemble et ne forment une quelconque unité rebelle, ils furent dispersés dans toutes les formations, dans tous les régiments, divisions et batteries d'artillerie. Telle a été la réaction de l'état-major général allemand. Et de cette façon, le gouvernement allemand a créé de bonnes cellules révolutionnaires un peu partout dans l'armée !

Il est intéressant de relever ici un souvenir du diplomate russe Nabokov lorsqu'il persuada les Britanniques de ne pas autoriser le camarade [Litvinov](#) – qui avait été reconnu comme notre

10 Il s'agit de la rencontre entre le Premier ministre britannique Lloyd Georges et le Président du Conseil français Poincaré tenue le 26 février à Boulogne et destinée à accorder les points de vue des deux principales puissances impérialistes à la future Conférence de Gênes.

11 Traité de paix signé le 3 mars 1918 dans la ville de Brest-Litovsk (aujourd'hui en Biélorussie) entre la Russie et les puissances de la Quadruple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie), mettant fin à la participation russe à la Première guerre mondiale.

représentant en Angleterre lorsque Lockhart était encore à Moscou – à s'installer à Londres après la révolution d'octobre. Nabokov réussit à convaincre les Britanniques d'expulser Litvinov et de rappeler Lockhart. Il est intéressant de noter ce que les Anglais lui ont alors déclaré : « *Nous sommes certains que Trotsky a brisé l'armée allemande* ». Si telle est la vérité, alors qu'ils nous paient aussi pour cela !

Tous ces faits révèlent l'absence non seulement de toute bonne volonté dans le chef de ceux qui convoquent la conférence, mais aussi de l'absence de toute honnêteté commerciale élémentaire et de toute réciprocité dans le programme et le mémorandum que la conférence de Gênes va nous présenter. Une autre circonstance encore rend toutes leurs prétentions usurières ridicules. Car en réalité, ils se rendent parfaitement compte que le paiement de toute dette n'est qu'un souhait abstrait s'il est matériellement impossible.

L'internationalisation de la question des dettes

La question des dettes est désormais une question internationale. Elle s'est internationalisée. Après tout, nous ne sommes pas les seuls débiteurs. Bien au contraire puisque nous avons l'Angleterre, la France et d'autres pays dans notre programme de compromis. Bien entendu, ils ne nous doivent pas d'argent, ils ne nous ont rien emprunté : ils nous ont au contraire pris le sang de nos ouvriers et paysans. Par contre, ils ont emprunté de l'argent aux Américains, à qui ils doivent plus de cent milliards de francs – environ dix-huit milliards de dollars. Remboursent-ils cette dette ? Pas le moins du monde : ni le moindre intérêt, ni amortissement, ils ne paient pas un centime ! Comment justifient-ils une telle chose ? Voici ce que Britanniques déclarent :

« La France, la Roumanie, la Serbie, l'Italie, etc. nous sont redevables. Si les Américains acceptent de ne pas nous demander de rembourser, nous feront de même avec les Français. »

Et que disent les Français ?

« Nous ne sommes pas en mesure de payer. Comment pourrions-nous le faire puisque vous, les Américains, avez pris tout l'or. C'est un fait. Payer avec des marchandises ? Mais, permettez-nous de vous dire que pour payer avec des marchandises, il faut d'abord les produire et il faut ensuite pouvoir vous les fournir. Et vous, les Américains, en vous entourant de lois protectionnistes, vous ne laissez pas entrer les marchandises étrangères. »

Que se passe-t-il ? Le fait est que l'une des façons de sortir de la crise est d'augmenter les droits de douane sur les produits étrangers importés, principalement allemands. L'Amérique a donc augmenté ses tarifs douaniers de 33 %.

Les Américains se justifient en disant que les Allemands vendent leurs produits en Amérique pour 50 % moins cher que ceux produits localement. À New York, par exemple, plusieurs journaux sont exclusivement publiés sur du papier allemand, qui est 50 % moins cher que le papier américain. Le prix que l'Allemagne obtient pour la valeur de ses produits manufacturés en Amérique équivaut seulement aux salaires payés par les capitalistes américains pour ces mêmes produits. Les Américains ne sont pas disposés à accepter plus longtemps leurs marchandises et adoptent en conséquence une politique ultra-protectionniste.

Et donc les Français disent : « Payer avec des marchandises ? Vous ne voulez pas les prendre, donc nous ne pouvons pas vous payer même avec notre meilleure volonté ».

Mais si la France, qui en 1920 avait 22 milliards de recettes dans son solde annuel des exportations et un revenu de 27 milliards de francs, n'est pas en mesure de payer ; si l'Angleterre, qui la même année exportait à l'étranger des marchandises d'une valeur d'un milliard cinq cent cinquante-huit millions de livres sterling, c'est-à-dire quinze milliards de roubles-or, et avait dans son budget un revenu de 1.399.000.000 de livres, soit quatorze milliards de roubles-or ; s'ils ne sont pas capables de payer, eux

qui ont préservé leurs moyens de production, leurs richesses et qui reçoivent de l'Allemagne d'énormes indemnités, alors comment pourrions-nous le faire ?

Apparemment, comme l'a dit le camarade Lénine au dernier Congrès des Soviets, notre idée d'annuler les dettes est une proposition qui peut parfaitement convenir à tout le monde. Nous pouvons donc supposer que la question de la dette n'a qu'une importance académique, que sa résolution n'interviendra qu'à un avenir si lointain que personne ne peut en fixer l'échéance.

Revendications privées

La France et l'Angleterre adoptent ainsi un autre angle d'attaque : « Certes, les Russes n'ont pas d'argent et même s'ils voulaient sincèrement payer, ils ne le pourraient pas. Mais ils ont des entreprises qui appartenaient à des étrangers avant la révolution, qui ont été nationalisées par la suite. Qu'ils soient assez aimables de nous rendre ces entreprises ».

C'est ainsi que la question des créances privées se pose. La France et l'Angleterre insistent maintenant dans leur presse pour que nous rendions aux capitalistes étrangers ces usines, ces mines et ces terres nationalisées.

Et nous pouvons entendre dans leur dos chuchoter les capitalistes russes, les propriétaires terriens russes, les propriétaires de maisons, d'usines et de mines, qui sont maintenant à l'étranger : « Si vous leur rendez leurs biens, alors rendez-nous aussi les nôtres. Pourquoi devriez-vous faire une distinction entre les deux groupes ? »

Entre-temps, n'étant pas sûrs d'obtenir gain de cause, ils cèdent leurs anciennes possessions à des capitalistes étrangers. Ces derniers sont plus confiants dans leur cause et on assiste ainsi à une ruée : les titres des usines, des fabriques, des mines et des domaines russes leurs sont massivement vendus. On dit que l'hetman Skoropadsky a vendu son domaine dans la province de Tambov au milliardaire allemand [Stinnes](#) et que Brodsky a vendu ses moulins à sucre à une firme anglaise.

Nous sommes parfaitement au courant de ces transactions et nous savons qu'il s'agit le plus souvent de ventes fictives. Messieurs les Brodsky et compagnie veulent revenir chez nous sous le nom de [Lord Curzon](#) ou sous celui de Noulens. L'hetman Skoropadsky veut revenir nous sous le nom d'un comte italien ou français ou d'un baron allemand. Toute une agitation internationale a déjà commencé sur ce terrain. Ces demandes montrent surtout que les capitalistes sont bien conscients de leurs propres intérêts.

Les dettes sont une obligation sur papier qui au mieux sera remboursée dans un certain nombre d'années, tandis que les usines, les fabriques, les mines, même si elles sont détruites à un tiers, il en reste deux tiers et elles peuvent immédiatement devenir un instrument d'exploitation et d'asservissement de nos ouvriers. Tel est la raison qui explique pourquoi une campagne aussi frénétique a été lancée à ce sujet.

« Oui, vous devez les rendre », disent-ils, « non seulement parce que c'est notre propriété, mais aussi parce qu'en le faisant, vous donnerez la preuve que vous ne ferez plus de nationalisation et de confiscation ; vous devez nous donner des preuves de votre bonne conduite, vous devez vous démontrer votre bonne volonté et gagner notre confiance ». Ce sont surtout les Français qui nous tiennent ce genre de propos.

Quant à nous, nous leur répondons : « Messieurs, si vous ne savez pas à qui vous parlez, reportez-vous à votre propre histoire, rappelez-vous l'épisode du Milliard ». Et nous leur expliquons ceci :

Messieurs les Français, que ceux d'entre vous qui ne s'en souviennent pas relisent l'histoire de votre propre révolution française. Pendant vingt-cinq ans, les propriétaires terriens, les usuriers et le haut

clergé français qui avaient émigré ont organisé une série de guerres contre la révolution française. Comment le peuple français a-t-il répondu au défi de son aristocratie, de sa noblesse et de son clergé, comment a-t-il répondu au défi des armées contre-révolutionnaires de la Russie tsariste, de l'Angleterre, de la Prusse et de l'Autriche ? Il a confisqué les biens des émigrés et de tous les ennemis du peuple. Il a déclaré que « Dans la lutte des classes, toute classe est responsable de l'action de chacun de ses membres », et il confisqua et partagea entre les paysans tous les domaines des propriétaires et toutes les sortes de terres. Les officiers, la noblesse, le clergé, les usuriers ; tous étaient à l'étranger et de là ont agi contre la France révolutionnaire pendant vingt-cinq ans.

En fin de compte, à cause de la détermination de l'Europe réactionnaire, dont l'Angleterre était l'âme, la patrie de la révolution fut vaincue en la personne de Napoléon, qui, en tant qu'empereur, demeurait un parvenu issu de la Révolution française. Et Napoléon restait malgré lui un représentant des intérêts de la paysannerie.

Après Waterloo, le « roi légitime Louis XVIII » fut installé sur le trône de France, entrant dans Paris sur les chevaux des cosaques du Don. Mais lui aussi a jugé nécessaire de déclarer qu'il ne toucherait pas « aux droits acquis pendant la révolution ». Les ultra-royalistes français entamèrent en vain une campagne pour que leurs biens leur soient rendus. Ils demandèrent ensuite au moins une indemnisation.

La lutte pour le fameux milliard – le remboursement de la noblesse pour ses biens nationalisés, confisqués et redistribués aux paysans – commença alors. De 1815 à 1824, pendant 7 ans, malgré le fait que la France en tant que nation était soumise à la volonté de la Sainte-Alliance¹², la coalition la plus réactionnaire que l'histoire ait connue, malgré le fait que la France n'avait pas de gouvernement propre, car un gouvernement apporté par des étrangers dans leurs fourgons ne pouvait être le gouvernement de la France, la France n'a malgré tout pas accepté de payer des réparations.

Ce n'est qu'après la mort de Louis XVIII, lorsque Charles X, roi des jésuites, s'est retrouvé au pouvoir, que le gouvernement français a accepté de donner immédiatement un milliard, mais il en a vite payé le prix : la Révolution de juillet a balayé la monarchie légitimiste.

Ce que les paysans, les ouvriers français et la petite bourgeoisie française n'ont pas permis il y a un siècle sur le territoire d'une France vaincue aux mains des Légitimistes, nos ouvriers et nos paysans ne le permettront pas non plus, aussi longtemps que leur pays sera aux mains du pouvoir révolutionnaire.

Nationalisation et confiscation

Considérons maintenant l'aspect juridique de la question du point de vue du droit civil bourgeois. La loi interdit-elle à un État de nationaliser la propriété, si une telle mesure est nécessaire à la préservation et à la défense de l'État ? Dans de telles circonstances, la nationalisation est un droit incontestable de tout État bourgeois. Chaque constitution bourgeoise donne à l'État le droit d'exproprier des biens et de les nationaliser, à condition que le propriétaire soit indemnisé. Et lorsque la propriété est retirée en guise de punition, la loi bourgeoise applique un terme bien défini, celui de « confiscation ».

Les États bourgeois n'ont-ils pas confisqué les biens des sujets des Puissances centrales pour les dettes de leurs gouvernements ?

Quand l'intervention étrangère a été lancée contre nous, dès le mois d'avril 1918 au moment où les Japonais, en tant que stipendiés des Alliés, ont lancé leur offensive en Sibérie, puis en juillet avec la

¹² La Sainte-Alliance était un pacte réactionnaire des monarques de Russie, d'Autriche et de Prusse conclu au Congrès de Vienne (septembre 1814-juin 1815), à la suite de la défaite napoléonienne. Son objectif premier était d'écraser les mouvements révolutionnaires afin de maintenir les régimes féodaux et monarchiques en Europe dont la domination avait été ébranlée depuis la Révolution française de 1789.

rébellion de Yaroslav organisée par Noulens avec l'aide de Savinkov (ou par Savinkov avec l'aide de Noulens), lorsque les menaces d'intervention planaient de tous côtés, lorsque les détachements armés alliés ont commencé à débarquer partout, lorsque des tentatives de complots et d'émeutes ont commencé à être organisés ici et là, n'avions-nous pas le droit, selon le droit bourgeois lui-même, de confisquer les biens des citoyens alliés ? Que dit la loi bourgeoise à ce sujet ? Et si, en outre, nous considérons que dans notre pays les Alliés n'avaient pas affaire à un État ordinaire, mais à un État différent de tous les autres – un État qui crée ses propres lois – alors il apparaît que ce qui a été fait était logique, absolument légal et absolument judicieux.

Les hypocrites se démasquent

Si l'on examine ces comptes que les « alliés » s'appêtent à nous présenter, si l'on fait leur somme, il apparaît que celle-ci est de nature presque astronomique. Mais à la Conférence de Gênes, les États bourgeois seront confrontés à la fois à nos masses ouvrières et paysannes et à leurs propres masses ouvrières et paysannes.

Depuis quatre ans maintenant, le même mensonge se répète dans toute la presse alliée à l'égard des masses ouvrières et paysannes de l'ancien empire russe, un mensonge qui consiste en ceci : « les Alliés ne pourront jamais oublier les mérites de la grande nation russe. » Les Français le répètent notamment dans tous leurs banquets. Tout récemment, à Washington, le délégué français Sarraut¹³ a évoqué l'amour sans bornes que les Français portent au grand peuple russe qui a sauvé les Français des Prussiens au début de la guerre.

Depuis 4 ans, ils répètent le même mensonge, à savoir qu'ils ne se battent que contre les communistes, contre les Soviétiques, mais qu'ils ont animés par les sentiments les plus tendres, les plus nobles et les plus fraternels envers le peuple russe et les autres nationalités qui se trouvent sur le territoire de l'ancien Empire russe.

Beaucoup auraient pu succomber à ce mensonge, nombreux auraient pu dire : « Oui, en effet, s'il n'y avait pas eu les bolcheviks, les Alliés nous auraient aidés et assistés et nous aurions renoué avec la vie ; seuls les bolcheviks font obstacle, seul le gouvernement soviétique est une entrave ». Mais, maintenant qu'il y a pour la première fois une occasion pour ces Alliés de prouver leurs sentiments pour le peuple de Russie par-dessus la tête des bolcheviks, que font-ils ?

Pour la première fois que les Alliés peuvent témoigner de leurs nobles sentiments pour le peuple russe, ils le traitent avec la cupidité et l'implacabilité des Shylocks, ils lui présentent des factures astronomiques jamais vues dans le monde. Ils exigent de lui ce qu'il a arraché à sa classe dirigeante au prix de grands sacrifices et de grands efforts pendant les quatre années de la guerre civile et les trois années de la guerre impérialiste. Ils exigent qu'il renonce à ces conquêtes de droits sacrés qu'il a achetées au prix de la plus grande révolution du monde. Ils exigent qu'il devienne leur esclave.

Pour quels motifs ? Nous ont-ils vaincus comme ils ont vaincu la Révolution française à Waterloo ? Nous n'avons pourtant pas vu les chevaux alliés boire l'eau de la Moskova comme les Français l'ont subi après Waterloo.

Oui, ils veulent offrir des conditions d'esclavage perpétuel à un peuple révolutionnaire qui a résisté aux plus violents assauts. Non, cela n'arrivera pas ! L'ouvrier et le paysan russes ne le permettront pas.

Nous souffrirons pendant des années encore, nous lutterons contre la dévastation, la faim et le froid, mais nous ne nous soumettrons et, par leur comportement, ils ne feront qu'accroître le gouffre qui les sépare du peuple russe.

13 Sarraut, Albert (1872-1962), homme d'État radical-socialiste. Gouverneur-Général de l'Indochine et Ministre des Colonies dans les années 1920. Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur dans les années 1930. Vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en juillet 1940.

Ce que nous proposons

Jusqu'à présent, ils ont toujours dit : « Vous voyez, nous voulons la paix, mais les bolcheviks n'en veulent pas. Nous voulons aider la Russie, mais les bolcheviks ne veulent pas. Nous voulons aider le peuple russe, mais les Soviétiques le refusent ».

Nous allons maintenant à Gênes avec un plan minutieux de reconstruction économique et nous leur dirons sans détour : « Nous n'avons pas l'intention de vous proposer un programme communiste. Nous n'avons pas l'intention de faire de vous des communistes ; et nous supposons que vous ne souhaitez pas nous faire adopter des formes d'exploitation capitalistes et des formes d'administration bourgeoises. N'avez-vous pas déclaré vous-même à Cannes : « *Les nations ne peuvent pas revendiquer le droit de se dicter mutuellement les principes suivant lesquels elles entendent organiser à l'intérieur leur régime de propriété, leur économie et leur gouvernement. Il appartient à chaque pays de choisir pour lui-même le système qu'il préfère à cet égard* ».

Ainsi, nous allons à la conférence de Gênes non pas pour débattre des principes, mais en tant qu'hommes d'affaires, et nous leur dirons :

« Vous avez des usines, des fabriques, mais vous avez un chômage colossal et une crise de surproduction, nous avons quant à nous la dévastation, le manque de marchandises, d'instruments agricoles, de machines, de pièces de rechange, de routes. Mais nous avons d'énormes ressources naturelles où l'esprit d'entreprise de vos ingénieurs peut trouver à s'appliquer, où vos capitalistes peuvent développer leurs capacités. Dans notre immense pays qui dispose des plus grandes richesses du monde, vos capitalistes ont quelque chose à gagner. Nous vous garantissons que le gouvernement soviétique respectera toutes les obligations qu'il assumera.

Si nous n'avons pas respecté les engagements pris par le gouvernement tsariste, cela ne signifie pas que nous ne reconnaissons aucune autre sorte d'engagement. Pour nous, les obligations contractées par le gouvernement des ouvriers et des paysans sont sacrées. Nous poursuivons notre travail de manière consciencieuse, nous avons décrété une nouvelle politique économique¹⁴, non pas parce que nous sommes fatigués d'être communistes, non pas parce que nous avons décidé de nous écarter d'un iota de nos objectifs communistes, mais parce que, après avoir émergé de la longue période de guerre, nous avons été obligés d'adapter notre économie aux nouvelles conditions pacifiques. La meilleure garantie que nous respecterons les obligations que nous assumons volontairement est notre intérêt dans le développement de votre capital. Si nous ne respectons pas nos obligations, les capitalistes ne viendront pas à nous. Nous avons intérêt à être des hommes d'affaires et des commerçants honnêtes. »

Que répondront-ils ? Seraient-ils prêts à plonger le monde entier dans la misère, à condamner leurs propres travailleurs à un chômage massif, à arrêter définitivement leurs usines, à aggraver leur crise seulement parce que nous ne voulons pas céder aux intérêts cupides d'une bande d'usuriers et de capitalistes ? S'ils font une telle chose, leur responsabilité sera également claire aux yeux de leurs masses laborieuses.

S'ils pensent utiliser la Conférence de Gênes pour corrompre le gouvernement des Soviets, nous pouvons affirmer, sur la base des expériences récentes, que cette fois encore ils auront tort, car ils ne tiennent pas compte de la maturité politique de nos ouvriers et paysans, ni celle des leurs.

14 La Nouvelle politique économique (NEP, *Novaïa èkonomitcheskaja politika*) fut adoptée par le Xe Congrès du Parti communiste en mars 1921 afin de remplacer les mesures économiques du « communisme de guerre ». Avec l'adoption de la NEP, conçue par Lénine comme une « retraite forcée », les relations marchandes sont devenues la forme principale des rapports entre l'industrie nationalisée et l'économie paysanne. La NEP offrait également des concessions aux capitaux étrangers afin de relancer la production agricole et industrielle dévastées par la guerre.

Nous allons à la Conférence de Gênes avec des intentions claires et honnêtes, nous y allons pour recevoir et pour donner et non pour conspirer, mais nous ne signerons aucun accord qui avilisse notre pouvoir, nous ne signerons aucune obligation qui constituerait une violation des lois fondamentales de la République soviétique : nationalisation de la terre, maintien de l'industrie d'État, monopole du commerce extérieur. Nous ne prendrons aucun engagement qui constituerait une violation de la souveraineté du pouvoir ouvrier et paysan.

Nous devons résister jusqu'au bout

Notre délégation va se trouver dans une situation extrêmement difficile. Nous sommes déjà confrontés à un bloc d'États antagonistes. Il ne fait aucun doute, cependant, qu'ils ne pensent pas tous de la même façon. Les circonstances sont différentes : Certains sont désireux de commencer immédiatement à commercer avec nous ; d'autres sont plus intéressés par toutes sortes d'indemnités de notre part. Sur ce terrain, il y a sans nul doute aussi des différences entre eux.

Mais surtout, deux systèmes de gouvernement, différents par leurs principes et leurs objectifs, vont s'affronter à Gênes. Les républiques soviétiques seront confrontées aux plus grandes épreuves. Et ici, chaque ouvrier, chaque communiste et chaque soldat rouge doit réfléchir à la manière dont il peut aider le gouvernement soviétique dans sa tâche difficile.

Sur quoi nos ennemis comptent-ils ? Pourquoi pensent-ils, eux qui tentent désespérément depuis 4 ans de nous détruire par des moyens militaires, que ce qu'ils n'ont pas pu obtenir sur les champs de bataille de l'Ukraine, de la Sibérie et de la Russie, ils peuvent maintenant l'obtenir autour du tapis vert diplomatique. Ils se disent : « Il y a une famine en Russie qui va prendre l'ouvrier et le paysan à la gorge avec ses mains osseuses et les forcer à faire des concessions, les contraindre à céder. Là-bas, c'est la ruine, ils ont besoin de notre aide, ils ne peuvent que se soumettre. Là-bas, il y a des bandes qui sévissent, organisées et envoyées de l'étranger, prêtes à perturber leur labeur pacifique... »

Ainsi, étant donné tout cela, notre famine, notre ruine, les bandes ; ils pensent qu'ils peuvent nous forcer à accepter leurs conditions. Tel est le tableau qu'ils dressent de notre situation.

Oui, ils s'attendent à gagner à cause de la famine, de la ruine, et d'une nouvelle intervention. Mais nous sommes imprégnés de la conscience que, comme le dit le vieux proverbe grec, « le moulin du Seigneur tourne lentement mais sans interruption ». Le moulin de la puissance soviétique fonctionne lentement mais sans interruption. En spéculant sur notre prétendue faiblesse et sur une nouvelle intervention, ils iront à l'encontre de leurs propres ouvriers et paysans, ils feront dresser contre eux-mêmes cette partie de la bourgeoisie qui aspire maintenant à notre marché, ils se heurteront à la méfiance et à l'opposition. Et si, à ce moment-là, lorsque nous les approcherons avec le souhait d'arriver à un accord honnête, ils nous indiqueront qu'ils ne souhaitent pas un tel accord, nous leur dirons « Si vous entravez la conclusion de la paix lors de cette conférence que vous avez vous-mêmes convoquée, nous gagnerons de nouveaux alliés dans vos propres rangs. »

Tout notre problème est de tenir, et non de compter sur les emprunts, sur les crédits qui pourraient être accordés après la conférence de Gênes. Nous ne devons pas oublier que nous sommes encore dans une période révolutionnaire ; nous devons chercher en nous-mêmes les remèdes à nos propres maux ; nous devons combattre nous-mêmes la famine et la déliquescence de notre système de transport ; et nous devons rendre notre Armée rouge encore plus forte, car elle est notre meilleur bouclier. Si cette conviction et cette conscience nous soutiennent à l'avenir comme elle nous a soutenus dans le passé, il se passera un peu de temps avant qu'un accord économique soit conclu.

Toute la question repose ici sur notre capacité d'endurance politique, sur la poursuite de la lutte, sur le maintien de notre esprit combatif. Celui qui résiste jusqu'au dernier quart d'heure l'emportera.